

En Haïti malgré le chaos général

Les ONG suisses actives en Haïti n'ont pas déserté le pays malgré le chaos.

Si la capitale Port-au-Prince est depuis plusieurs semaines en proie à la violence des gangs, alors qu'un conseil présidentiel de transition a été créé vendredi pour rétablir l'ordre et la stabilité, ailleurs sur l'île les projets peuvent se poursuivre quasi normalement.

Présente en Haïti avec une quarantaine d'employés et prestataires, l'Entraide protestante Suisse (EPER) a évacué dès le 19 février la directrice pays Marie-Jeanne Hautbois, unique expatriée. Pour le moment, cette dernière soutient ses équipes à distance.

Dans le Sud

«L'escalade de la violence des gangs touche Port-au-Prince, sa grande couronne et certaines autres villes comme les Gonaïves», décrit Marie-Jeanne Hautbois, désormais basée en France. L'EPER travaille dans le département de la Grand'Anse, à l'extrême sud-ouest de l'île. «En ces temps troublés, la décentralisation est une clé.»

Selon Marie-Jeanne Hautbois, une partie importante du territoire haïtien reste relativement calme et «la vie s'y déroule presque sans heurts». Mais ces zones se voient très impactées du fait de restric-

tions de la circulation des personnes et des biens, de pénuries ou encore de hausses des prix des produits de première nécessité.

Caritas a elle aussi suspendu ses activités à Port-au-Prince en raison des violences. L'organisation garde cependant toujours une équipe sur place aux Cayes, dans le sud du pays, indique-t-elle.

Zones rurales épargnées

Pour Helvetas, la première mesure a été de déplacer le bureau de la capitale vers Jacmel, où la situation est calme, selon une porte-parole. «Les collaborateurs encore à Port-au-Prince limitent leurs déplacements», a-t-elle expliqué.



Pour Helvetas, la première mesure a été de déplacer le bureau de la capitale vers Jacmel, où la situation est calme.

Sur place, Helvetas compte une trentaine de personnes, dont un chef du bureau expatrié. L'organisation affirme mener toujours à bien ses projets dans le domaine de l'eau, de l'assainissement, ainsi que dans l'emploi des jeunes.

Du côté d'Action de Carême, les projets se concentrent dans le nord d'Haïti, «dans des zones rurales qui, jusqu'à présent, ont été relativement préservées des violences des gangs». La plupart des organi-

sations partenaires locales continuent ainsi leurs activités comme d'habitude.

Pour l'heure cependant, l'accompagnement des projets est géré à distance par un coordinateur local depuis Port-au-Prince. «Pour des raisons de sécurité, il est actuellement contraint de rester chez lui et ne peut se rendre sur le terrain», explique une porte-parole d'Action de Carême.

Les collaborateurs de Terre des Hommes Suisse basés dans la capitale ont eux été transférés vers des zones plus sécurisées. Et ceux qui étaient déjà présents au sud-est d'Haïti ne sont pas directement impactés par les risques sécuritaires, selon l'organisation.

Terre des Hommes Suisse dispose d'une équipe de six employés locaux, qui travaille avec des partenaires dans différentes écoles du pays. «Nous avons mis à disposition des moyens de communication par satellite pour nos collègues (StarLink) afin de maintenir le contact en cas de coupure de réseau», précise une porte-parole.

Personnel évacué

Pour mémoire, la Confédération déconseille depuis juin 2022 de se rendre en Haïti. Le personnel expatrié du Bureau humanitaire de la Direction du développement et de la coopération (DDC) a été



Une vendeuse dans les rues de Port-au-Prince.

PHOTO KEY

évacué fin mars – avec le soutien de la France – vers Saint-Domingue, en République dominicaine voisine.

L'ensemble du personnel suisse du Bureau humanitaire a donc quitté Haïti, en proie à l'instabilité politique et la violence des gangs. Début avril, face à la grave crise qui frappe cet État des Caraïbes, la Suisse a débloqué une aide d'urgence de 1,4 million de francs.

Le très attendu conseil présidentiel de transition haïtien a été officiellement créé vendredi, après des semaines de négociations tendues et un mois après l'annonce de la démission du Premier ministre contesté Ariel Henry. Il sera

chargé de rétablir ordre public et stabilité à Haïti (lire ci-dessous).

Démission attendue

Le conseil n'est pas encore formellement aux manettes du pays et Ariel Henry «présentera la démission de son gouvernement suite à la nomination d'un nouveau Premier ministre», selon un décret publié vendredi.

Ses membres devront nommer «rapidement» un Premier ministre ainsi qu'un gouvernement «inclusif». Le mandat du conseil devra prendre fin, «au plus tard, le 7 février 2026».

BÉATRICE KONCILJA-SARTORIUS, ATS

